

Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord

Trente-quatrième réunion

Assouan (Égypte)

25-28 novembre 2019

**Bilan des activités de la CEA en Afrique du Nord
(Octobre 2018 – Septembre 2019)**

Tables des matières

| | |
|--|----|
| I. Introduction | 2 |
| II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue | 2 |
| A. Résultat majeur 1 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à concevoir et appliquer des politiques et des stratégies nationales de création d'emplois durables | 2 |
| 1. Dialogue régional de haut niveau sur l'emploi en Afrique du Nord | 2 |
| 2. Profil de pays, STEPS et papiers de recherche produits | 4 |
| 3. Forum pour le développement de l'Afrique du Nord « Economie bleue en Afrique du Nord : l'efficacité du transport maritime dans la facilitation du commerce international à l'ère du digital » | 6 |
| 4. Appui conseil | 6 |
| B. Résultat majeur 2 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord et des communautés économiques régionales à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement en conformité avec les Objectifs de développement durable (Agenda 2030) et l'Agenda 2063, compte dûment tenu des enjeux liés à la jeunesse et au genre | 7 |
| 1. Coordination et partenariats au niveau sous-régional en appui à la réalisation des ODD en Afrique du Nord | 7 |
| 2. Appui conseil pour le suivi de la mise en œuvre des agendas de développement | 8 |
| 3. Révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle | 9 |
| III. Initiatives spéciales, interactions avec les divisions du Siège et les partenariats | 10 |
| A. Initiatives spéciales | 10 |
| B. Interactions avec les divisions du Siège | 12 |
| C. Les partenariats | 13 |
| 1. Partenariats avec les institutionnels, universités, centres de recherche et think tanks | 13 |
| 2. Partenariats avec le système des Nations Unies et autres partenaires au développement | 15 |
| IV. Etat de la mise en œuvre des recommandations du 33^{ème} CIE | 16 |
| A. Recommandations relatives au profil sous régional | 16 |
| B. Recommandations relatives à la ZLECA | 16 |
| C. Recommandations relatives aux agendas régionaux et internationaux | 16 |
| D. Recommandations relatives au cadre stratégique de travail de la CEA | 17 |
| E. Recommandations relatives à la recherche sur l'économie bleue | 17 |
| F. Recommandations relatives à la migration | 18 |
| V. Défis, leçons apprises et perspectives | 18 |
| A. A propos de l'accès aux données | 18 |
| B. A propos de la planification des activités du Bureau | 18 |
| C. A propos de l'UMA | 19 |
| D. A propos de l'instabilité dans la sous-région | 19 |

I. Introduction

1. Le présent rapport rend compte des activités menées par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA durant la période allant d'octobre 2018 à septembre 2019 (du CIE 2018 au CIE 2019). Cette période correspond pour l'essentiel à la seconde année de mise en œuvre du cadre stratégique révisé de 2018-2019 issu du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique tenue à Addis-Abeba en mai 2018.

2. Les activités mises en œuvre ont été réalisées en étroite concertation et collaboration avec les Etats membres, les divisions du Siège de la CEA, les autres Bureaux sous régionaux, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et les communautés économiques régionales (CER), les agences du système des Nations Unies et d'autres institutions partenaires.

II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue

3. Dans le contexte de la nouvelle vision de la CEA, le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord a formulé une nouvelle stratégie de spécialisation lancée à partir du biennium 2018-2019 dans le domaine de "l'Emploi, compétences et développement durable". Ce nouveau cadre stratégique vise à aider les sept pays membres (l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et la Tunisie) à concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes à même de favoriser la création d'emplois et le développement durable dans la perspective d'une transformation structurelle conforme aux Agendas 2030 et 2063. Cette finalité est désormais déclinée à travers deux résultats majeurs : a) Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à concevoir et appliquer des politiques et des stratégies nationales de création d'emplois durables ; b) Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord et des communautés économiques régionales à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement en conformité avec les Objectifs de Développement Durable et l'Agenda 2063, intégrant les enjeux liés à la jeunesse et au genre.

4. Les activités inscrites dans le programme de travail du Bureau ont été réalisées pour produire des résultats qui répondent aux axes prioritaires définis ci-dessus. Les recommandations issues des réunions antérieures du Comité Intergouvernemental d'experts (CIE) ainsi que les contributions des Etats membres, de l'UMA et d'autres partenaires ont également aidé à cadrer le champ d'intervention du Bureau tout au long de la période sous revue.

A. Résultat majeur 1 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord à concevoir et appliquer des politiques et des stratégies nationales de création d'emplois durables

5. Pour contribuer à la réalisation de ce premier résultat majeur, le Bureau a organisé un Dialogue régional de haut niveau sur l'emploi en Afrique du Nord ainsi qu'un Forum pour le développement de l'Afrique du Nord sur l'économie bleue ; il a par ailleurs produit des publications (Profil de pays, STEPS et papiers de recherche).

1. Dialogue régional de haut niveau sur l'emploi en Afrique du Nord

6. Dans le cadre du développement de son nouveau domaine de spécialisation et afin de s'aligner sur les priorités des pays membres, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a organisé en avril 2019 à Rabat, en partenariat avec le Conseil Economique, Social et Environnemental du Maroc (CESE), un dialogue régional de haut niveau sur

l'emploi sous le thème « Stratégies et politiques de développement pour la création d'emploi en Afrique du Nord ». Ce forum a été marqué par la participation de plus de 70 experts et spécialistes de l'emploi de la sous-région, représentants des sept pays membres, du secteur privé et ONG. Le dialogue a offert une plateforme de discussion entre le secteur public, le secteur privé et la société civile, sur les réformes et politiques nécessaires pour surmonter les obstacles identifiés et créer un élan pour la création d'emplois dans la région de l'Afrique du Nord.

7. Le forum s'est appuyé sur des travaux et analyses sur l'emploi en Afrique du Nord entrepris par la CEA, les institutions partenaires et le milieu universitaire. Ce dialogue a contribué à l'élaboration d'un plan d'action visant à stimuler l'emploi dans la sous-région à travers l'identification des contraintes qui entravent la capacité des entreprises à créer des emplois ainsi que des réformes à entreprendre pour les surmonter. La question fondamentale a été de savoir comment développer la capacité des secteurs public et privé, travaillant en tandem, pour s'attaquer pleinement aux problèmes auxquels sont confrontées les entreprises et de veiller à ce que le soutien et les incitations gouvernementales soient plus efficaces pour stimuler la création d'emplois, à travers notamment la transformation structurelle et le renforcement de la contribution du secteur privé à la croissance économique inclusive et au développement durable.

8. Les travaux du forum ont été entamés par une présentation-cadre, portant sur les dynamiques liées à l'emploi au niveau régional et continental et titrée « Perspectives africaines sur l'emploi ». La présentation a partagé quelques enseignements majeurs sur les dynamiques et transformations en Afrique qui ont un lien direct avec l'emploi ainsi que des exemples d'initiatives continentales à même de stimuler les dynamiques économiques et de créer de meilleures conditions sur le marché du travail. Les débats et discussions ont été ensuite organisés en trois panels d'experts.

9. Le premier panel a couvert la vision à long terme et la création d'emplois dans un environnement en mutation continue. A l'issue des débats, les recommandations formulées ont concerné l'amélioration de la qualité de la coordination intersectorielle, la priorisation des politiques de l'emploi, le ciblage des mesures de soutien à la promotion de l'emploi ainsi que le cadre législatif qui favorise la flexibilité et le travail décent.

10. Le second panel a traité des institutions et de la création d'emplois relativement aux questions de gouvernance, réglementation et de politiques publiques. Les débats ont débouché sur des recommandations d'actions relatives à l'institution de mécanismes d'évaluation indépendants des politiques publiques de l'emploi, la création d'un observatoire régional de l'emploi, la mise en place de mesures fiscales et douanières adaptées pour stimuler la création d'emplois, le ciblage des appuis octroyés par le secteur public, la promotion de la digitalisation et l'allègement des procédures administratives et l'adoption d'une approche participative incluant la société civile.

11. Le troisième panel a couvert quant à lui la question de l'accès aux ressources et facteurs de production notamment les financements, les compétences et l'innovation. A l'issue des débats, les recommandations formulées ont concerné (i) l'acte entrepreneurial, en particulier, l'identification des nouvelles niches génératrices d'emplois, la réforme du cadre entrepreneurial national facilitant l'accès aux marchés pour les jeunes entrepreneurs, la levée des barrières à l'accès aux marchés internationaux et la mobilisation de la diaspora dans l'élan de création d'emplois en termes de financement de savoir-faire et d'accès aux réseaux relationnels ; (ii) les ressources et l'innovation, notamment, la mise en place de politique incitatives différenciées en faveur de la Recherche et Développement, la duplication des

expériences réussies en termes de R&D et de mise en place de systèmes nationaux d'innovation et d'écosystèmes industriels, de stimulation des IDE, de saisie de l'opportunité de générer des emplois à travers la transformation de la dette environnementale en emplois verts ; (iii) le système éducatif et de formation, en particulier, l'intégration de l'esprit entrepreneurial et des *soft skills* très tôt dans les systèmes éducatifs et de formation, l'implication de l'industrie dans les instances de gouvernance des instituts d'éducation et de formation depuis la phase de conception des programmes, à la mise en œuvre et jusqu'à l'insertion professionnelle.

2. Profil de pays, STEPS et papiers de recherche produits

12. La finalité des profils de pays est (i) de permettre à la CEA de réaliser et diffuser des analyses par pays et par région ; (ii) de formuler des recommandations en vue de la transformation économique par la promotion d'une croissance et d'un développement social durables ; (iii) de renforcer l'intégration régionale, la planification du développement et la gouvernance économique ; (iv) de faire une analyse des risques potentiels et proposer des moyens pour les atténuer.

13. Le profil de pays Libye a été réalisé durant la période sous revue. Outre un bilan de la situation économique et sociale, ce profil analyse les politiques menées et les défis que le pays doit relever dans le domaine économique et social, notamment celui de l'emploi. Ce profil de pays est agrémenté d'une analyse thématique traitant de l'impact sur le développement du pays de sa situation politique, sécuritaire et migratoire.

14. Par ailleurs, la nouvelle méthodologie de la CEA intitulée Transformation Structurelle, Emploi, Production et Société (STEPS) a été appliquée pour le cas de l'Algérie. L'objectif principal du STEPS est de produire des analyses de données spécifiques à chaque pays et des recommandations de politiques en faveur d'une transformation structurelle favorisant le développement durable. Ainsi, autant le Profil de pays correspond à une image de la situation du pays à un moment donné, autant le STEPS représente une étude prospective en essayant de dégager les tendances futures.

15. Le STEPS Algérie confirme qu'en raison de sa forte dépendance vis-à-vis du secteur des hydrocarbures, le pays n'a pas pleinement entrepris la transformation structurelle de son économie pour générer une croissance à même de répondre aux priorités d'une population jeune et dynamique. Cet état de fait explique pour une large part la situation actuelle qui devrait induire des changements de politiques et recentrer l'attention de l'Algérie sur les réformes structurelles visant à accélérer le développement du secteur privé, à favoriser la diversification de son économie et à améliorer la productivité et l'esprit d'entreprise. Le STEPS ambitionne de fournir aux décideurs l'analyse macroéconomique fondamentale pour faciliter le processus décisionnel lié à ces réformes.

16. Un Policy brief sur la « qualité des institutions et la transformation structurelle » a été produit par le Bureau pour montrer l'ampleur et l'impact des distorsions causées par les défaillances du marché et des institutions. Ces distorsions entraînent une allocation inefficace des ressources entre les entreprises et les secteurs, ce qui ralentit la diversification économique ainsi que l'amélioration de la productivité du travail en comparaison des économies émergentes plus dynamiques et induit une persistance du chômage en particulier chez les jeunes éduqués. Les réformes ciblées proposées pour lutter contre ces distorsions, si elles sont mises en œuvre, pourraient générer des gains de productivité substantiels, améliorer la compétitivité, soutenir la création d'emplois et faciliter la transformation structurelle en Afrique du Nord.

17. Le Bureau a produit par ailleurs un Policy brief sur la « Cartographie sectorielle du potentiel des chaînes de valeur régionales en Afrique du Nord ». Ce papier indique que les efforts des pays de l'Afrique du Nord en matière de facilitation des échanges, de révision du cadre institutionnel en faveur de l'intégration régionale et d'amélioration des infrastructures de base n'ont pas eu d'effets probants sur la promotion des CVR. Il montre néanmoins que d'importantes opportunités peuvent être saisies en la matière au niveau sectoriel. L'analyse avance quelques enseignements autour d'une cartographie sectorielle sélective évaluant l'existant ainsi que le potentiel de développement de CVR dans la sous-région. Elle débouche sur une esquisse de plan d'action pour promouvoir la construction de CVR et un ensemble de recommandations visant à pallier les déficiences identifiées.

18. En outre, le Bureau a publié un papier de recherche sur « La libéralisation du commerce et l'emploi des femmes en Afrique » montrant que la libéralisation du commerce peut être à la fois positive et négative pour les femmes car elle affecte l'accès aux marchés, aux modes de production et de consommation ainsi que l'accès à l'emploi. Le document recommande que les organisations des Nations Unies continuent de produire des recherches et analyses sur les questions liées au commerce et le genre, d'aider à l'élaboration d'outils pour la formulation et la mise en œuvre de politiques commerciales sensibles au genre, et de fournir un soutien à la promotion de réseaux régionaux et sous-régionaux de femmes entrepreneurs et du monde du travail.

19. Le Bureau a contribué à un livre intitulé « *Ethical Consumerism and Comparative Studies Across Different Cultures-Emerging Research and Opportunities* », publié aux États-Unis par IGI Global (Pennsylvanie), à travers un chapitre intitulé « Fair Trade and Ethical Consumerism: A Complementary Perspective ». Cette contribution explique que le commerce équitable vise à accroître la satisfaction des intervenants (producteurs, employés, consommateurs, groupes d'intérêt environnemental etc.). Le consumérisme éthique utilise le commerce équitable pour atteindre différents objectifs liés aux consommateurs, aux questions environnementales et humaines. Le commerce équitable peut à son tour soutenir le consumérisme éthique. La contribution soutient que le consumérisme éthique et le commerce équitable sont indissociables et que leurs avantages se renforcent mutuellement. La question de l'emploi des femmes a été également discutée eu égard au commerce équitable débouchant sur des recommandations en matière de politiques.

20. Un policy paper sur « La sécurité routière en Afrique du Nord, un nouveau regard sur une ancienne problématique » a été produit par le Bureau. La sécurité routière a un impact négatif important sur le PIB mondial, estimé à 3% par l'OMS. Dans le cas du Maroc, par exemple, la dernière estimation de l'OMS l'évalue à 2% du PIB. La mortalité routière est devenue la première cause de décès chez les enfants et les jeunes adultes âgés de 5 à 29 ans dans le monde. Elle touche davantage les pays pauvres (les pays à revenu faible et intermédiaire représentant plus de 90% des décès sur les routes). En Afrique du Nord, la mortalité routière est en moyenne de 20 décès pour 100 000 habitants, ce qui avoisine la moyenne africaine de 25, qui est le taux le plus élevé au monde. Entre 2013 et 2016, aucun des pays à faible revenu n'a réussi à réduire le nombre de morts sur les routes. Ce document montre que la qualité des institutions est un facteur clé pour freiner l'évolution des décès sur les routes, et que l'efficacité des politiques publiques en la matière est remise en question par le non-respect des règles par les citoyens. Compte tenu du défi que représente le changement des comportements des conducteurs et des piétons (qui représentent une part importante des décès) et le coût pour les finances publiques, une nouvelle approche de la sécurité routière doit être adoptée. Le papier de recherche propose d'utiliser des outils modernes pour développer des solutions innovantes permettant à la fois d'accroître l'efficacité des politiques traditionnelles et d'en concevoir de nouvelles.

3. Forum pour le développement de l'Afrique du Nord « Economie bleue en Afrique du Nord : l'efficacité du transport maritime dans la facilitation du commerce international à l'ère du digital »

21. Le Forum pour le développement de l'Afrique du Nord (NADF) est une initiative bi-annuelle qui mobilise des acteurs régionaux autour d'une question d'intérêt et d'actualité pour la sous-région. La 8^e édition du Forum a été organisée à Marrakech (Maroc) le 23 mars 2019, en parallèle avec la Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique, sous le thème « Economie bleue en Afrique du Nord : l'efficacité du transport maritime dans la facilitation du commerce international à l'ère du digital ».

22. Cette édition du NADF a examiné le potentiel offert par l'économie bleue pouvant contribuer à la croissance économique et à la transformation structurelle de la sous-région. Le forum a réuni des décideurs pour partager leurs expériences dans l'intégration de l'approche de l'économie bleue dans les politiques et stratégies de développement axées sur l'ère numérique et son impact sur le commerce international des biens et des services. Elle a contribué à l'approfondissement de la réflexion sur la prise en compte de l'approche Economie Bleue (EB) dans les politiques et stratégie de développement, en prenant comme point de départ l'analyse du transport maritime en Afrique du Nord et son impact sur le commerce international. Le Forum a également permis de discuter le guide pratique développé par la CEA pour appuyer les pays membres dans la formulation d'une stratégie de l'EB ou intégrer celle-ci dans les stratégies nationales de développement déjà existantes.

4. Appui conseil

23. Après quatre années d'assistance technique fournie par le Bureau et le Centre africain pour la statistique (ACS) de la CEA, le Gouvernement mauritanien a officiellement adopté en mai 2019 le nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008). L'assistance technique, basée sur la coopération Sud-Sud avec le Maroc a appuyé l'Office national de la statistique (ONS) de Mauritanie à améliorer la couverture de certains domaines d'activité économique grâce à une meilleure collecte des données et de prendre en compte les changements structurels qui ont affecté l'économie nationale ces dernières années. Les concepts introduits par le nouveau SCN 2008 ont amélioré l'approche méthodologique (en termes de couverture pour la collecte des données, de prises en compte du secteur informel, de méthode de calcul des variables du secteur financier...) utilisée pour la compilation des comptes nationaux. En raison de ces changements, et grâce aux différentes innovations, le PIB a été révisé à 203 385 millions d'Ouguiya en 2014, soit +25 % par rapport à son niveau de la même année selon l'ancien système de comptabilité (162 648 millions d'Ouguiya selon le SCN 93).

24. Le Bureau et la Division de la macroéconomie et de la gouvernance de la CEA avec l'appui de consultants ont conduit en janvier 2019 au Caire un atelier de formation en faveur d'une équipe de professionnels de la Banque centrale d'Egypte sur un Modèle macroéconomique de l'Egypte. L'objectif principal de ce modèle est de produire des prévisions et d'analyser l'impact des changements de politiques économiques. Le modèle couvre quatre secteurs de l'économie : les ménages, les entreprises et secteur de production, le gouvernement et l'étranger – importations et exportations. La CEA prévoit par ailleurs de conduire des réunions de suivi avec la Banque centrale d'Egypte afin de développer davantage ce modèle et en faire un véritable outil d'aide à la décision en matière de politiques macroéconomiques.

25. Le Bureau appuie également le ministère des Finances de l'Algérie pour la construction d'un modèle macro économétrique sur la base du travail de modélisation développé par la CEA. Trois missions pays ont été effectuées afin de renforcer les capacités du Ministère et l'accompagner dans l'adaptation de ce modèle aux spécificités de l'économie algérienne.

26. Au même titre, le Bureau fournit son appui au ministère des Finances de la Mauritanie dans la conception de son modèle macro économétrique. A cet égard, deux missions pays ont été effectuée pour renforcer les capacités du ministère en la matière. Une troisième mission est prévue pour finaliser le modèle et le calibrer en fonction des particularités de l'économie mauritanienne.

B. Résultat majeur 2 : Le renforcement de la capacité des États membres dans la sous-région de l'Afrique du Nord et des communautés économiques régionales à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement en conformité avec les Objectifs de Développement Durable (Agenda 2030) et l'Agenda 2063, compte dûment tenu des enjeux liés à la jeunesse et au genre.

27. Au titre de la période sous revue, le renforcement de la capacité des pays membres et de l'UMA à mettre en œuvre les priorités sous-régionales de développement durable a été mené à travers la coordination et partenariats au niveau sous-régional en appui à la réalisation des ODD, l'appui conseil et l'organisation d'une réunion d'experts et la production d'une publication sur la révolution des données en Afrique du Nord.

1. Coordination et partenariats au niveau sous-régional en appui à la réalisation des ODD en Afrique du Nord.

28. Le mécanisme sous régional de coordination (MSRC) a pour ambition de favoriser la coordination et la collaboration entre les institutions internationales et régionales dont le mandat inclut l'accompagnement des pays nord-africains et de l'UMA dans leurs efforts de développement et la mise en œuvre des ODD. L'objectif est de promouvoir une plus grande synergie et une plus grande efficacité des interventions, par un partage régulier des informations, une capitalisation mutuelle des réalisations et des expériences ainsi que la mise en œuvre de programmes ou projets conjoints.

29. La 5^e réunion consultative annuelle du MSRC - Afrique du Nord a eu lieu en juin 2019 à l'initiative du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, en collaboration avec le Secrétariat général de l'UMA. Ont pris part à cette rencontre le Secrétariat général de l'UMA, la CEA, les Coordonnateurs résidents du SNU de l'Algérie et du Maroc, les agences des Nations Unies (FAO, UNESCO, FNUAP, ONUDI, OIT, ESCWA), les organisations régionales (ISESCO, OADA, OADIM) et les institutions internationales (BID, BAD).

30. Une feuille de route révisée (2019-2020) pour la mise en œuvre des ODD a été adoptée lors de la réunion du MSRC, elle a été axée sur la sensibilisation, le suivi et la production de rapports, elle couvre cinq domaines clés: (i) les ODD/Agenda 2063 (chef de file le FNUAP), (ii) l'emploi (chef de file la CEA), (iii) la sécurité alimentaire (chef de file la FAO), (iv) le changement climatique (chef de file l'UNESCO) et (v) l'intégration régionale (chef de file la CEA). La feuille de route a été élaborée en tenant compte des priorités stratégiques de l'Union africaine pour la sous-région et du cadre de l'UA-ONU pour la mise en œuvre des deux Agendas 2030 et 2063. Les participants se sont mis d'accord sur les modalités de travail et le cadre de suivi afin d'assurer une mise en œuvre plus efficace ainsi que l'utilisation des moyens et ressources disponibles pour appuyer ce processus.

2. Appui conseil pour le suivi de la mise en œuvre des agendas de développement

31. À la suite d'une demande du ministère des Finances de Mauritanie, le Bureau en collaboration avec le PNUD et l'UNICEF, a fourni une assistance directe à la Mauritanie pour finaliser son Rapport national volontaire (RNV) en perspective de sa présentation lors du Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) en juillet 2019. A ce titre, le Bureau a appuyé le ministère des Finances dans les travaux de cadrage du VNR afin de donner une image fidèle des progrès accomplis et identifier les pistes à même d'accélérer l'atteinte des ODD. L'équipe du pays a bénéficié de réunions d'experts organisées par l'UNDESA sur la préparation du VNR et du FPHN. Grâce à ce processus, le MEF a pu bénéficier d'un renforcement des capacités analytiques et d'une meilleure approche de suivi de la mise en œuvre des ODD.

32. Le Bureau a également initié un appui à la Mauritanie pour décliner sa Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCRAPP) au niveau régional avec alignement avec les ODD et l'Agenda 2063. Ce travail débute par un projet pilote dans la région de Hodh El Chargui.

33. En outre, le Bureau en collaboration avec la Division de la macroéconomie et de la gouvernance du Siège de la CEA, a apporté son soutien au ministère des Finances et à la Banque centrale pour l'utilisation d'un modèle macroéconomique de la CEA en vue de produire de meilleures prévisions économiques en Mauritanie.

34. Afin de répondre à une requête de la Mauritanie pour l'élaboration de la stratégie nationale pour la mise en œuvre de l'accord sur la ZLECA, le Bureau, en partenariat avec le Centre africain des politiques commerciales (CAPC) du Siège de la CEA, a mené une mission de cadrage en février 2019 dans le contexte du projet ZLECA - UE. Plusieurs rencontres ont été organisées à cet effet avec les départements ministériels et représentants du secteur privé. A la suite de cette mission, un forum national de consultation a été organisé en avril 2019. Le Forum, dont l'objectif est de contribuer à la sensibilisation des différents acteurs publics et privés concernés, a produit les pistes de réflexion sur les axes à privilégier pour la conception de la stratégie nationale ZLECA du pays.

35. A la suite d'une demande du ministère du Commerce Tunisien, le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord en collaboration avec l'ESCWA a procédé à une analyse d'impact de l'adhésion de la Tunisie au COMESA. Les résultats de cette analyse ont été présentés lors d'un atelier national de validation organisé en avril 2019 à Tunis. Cela a permis aux parties prenantes tunisiennes de mieux comprendre les implications positives et négatives potentielles de l'adhésion du pays au groupement sous-régional africain, et d'identifier des solutions possibles pour faire face aux obstacles et contraintes logistiques et réglementaires actuels. L'atelier a été également une occasion privilégiée de souligner les avantages de la participation de la Tunisie à la ZLECA. Subséquemment à cela, le Bureau a organisé deux forums nationaux sur la ZLECA, le premier à Tunis et le second à Sfax afin de sensibiliser les parties prenantes nationales à une meilleure appropriation et implication dans la mise en œuvre de la ZLECA en Tunisie.

36. Le Bureau a aussi conduit une mission en Egypte en mars 2019 visant à identifier les besoins d'appui de ce pays membre en ce qui concerne la mise en œuvre de la ZLECA. La mission a permis de (i) finaliser la note conceptuelle détaillant les domaines de collaboration entre la CEA et le ministère égyptien du Commerce et de l'Industrie, (ii) décider du soutien de la CEA à l'Égypte dans le cadre de l'Examen de la politique de transformation de la production (PTPR – Production Transformation Policy Review) de l'OCDE, (iii) d'identifier les opportunités de développement des

CVR dans le contexte de la ZLECA, (iv) préparer un calendrier de mise en œuvre des activités de collaboration entre la CEA et l’Égypte et (v) présenter les résultats des travaux de modélisation de la CEA sur l’impact de la ZLECA sur des variables clés telles que le PIB, le commerce, les recettes et le bien-être.

37. Une mission de cadrage a été conduite au Soudan en janvier 2019 en réponse à une requête du Soudan pour appuyer le pays dans ses préparatifs à la ratification de la ZLECA. Une série de rencontres ont eu lieu avec les départements ministériels (ministère du Commerce et de l’Industrie, la Banque centrale du Soudan, le ministère des Finances et de la Planification Economique, l’autorité douanière, le Conseil national de la planification stratégique) et représentants du secteur privé (Association nationale des chambres de l’industrie, Union nationale des chambres de commerce). A la suite de cette mission, il a été convenu d’appuyer l’organisation du forum national de consultation sur la ZLECA, de lancer la préparation de la stratégie nationale pour la mise en œuvre de la ZLECA et de suivre le processus de ratification de la ZLECA. En raison de la situation politique qui a prévalu récemment au Soudan, ce travail est actuellement en suspens.

38. Le Bureau a organisé une mission de cadrage en Algérie en novembre 2018 afin de relancer le partenariat avec la CEA. Lors de cette mission un certain nombre de hauts responsables ont été consultés afin d’identifier les perspectives de coopération futures. La rencontre avec le ministère du Commerce a permis d’identifier le besoin d’initier une étude d’impact de la ZLECA sur la diversification et la dynamisation de l’économie nationale ainsi que le besoin de travailler sur d’autres thématiques, telle que la franchise à l’international. Le Ministère a également formulé le besoin d’analyser l’impact de l’entrée de l’Algérie à la CEDEAO.

39. La rencontre avec le ministère de l’Environnement a permis de discuter de l’élaboration du rapport national volontaire sur la mise en œuvre des ODD, de la promotion des énergies renouvelables et de l’économie circulaire ainsi que du développement des capacités locales en perspective du tri sélectif. Le ministère de l’Emploi a indiqué quant à lui son intérêt pour entreprendre une évaluation des dispositifs d’insertion professionnelle des jeunes ainsi que pour le partage d’expériences entre les pays de l’Afrique du Nord en matière de politiques pour l’emploi des jeunes. Le ministère de la Solidarité Sociale, de la Famille et de la Condition Féminine souhaite échanger des informations avec les pays d’Afrique du Nord sur les pratiques des systèmes d’information sociale. Le ministère des Finances a souhaité de son côté un accompagnement relativement à la détermination de « la valeur en douane » ainsi que sur les facilitations douanières et les problèmes de contrebande.

3. Révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle

40. Le Bureau a organisé une réunion d’experts du 30 au 31 octobre 2018 à Tunis (Tunisie) sous le thème « La révolution des données en Afrique du Nord : Mettre les données au service de la transformation structurelle ». La réunion a enregistré la participation des représentants des institutions nationales impliquées dans la production, l’analyse et la diffusion des données statistiques et du suivi de la mise en œuvre des ODD et de l’Agenda 2063 (ministères des Affaires Etrangères et de la Coopération, ministères de la Planification et des Finances, ministères en charge de l’Environnement et du Développement Durable, Institutions en charge des statistiques, Conseils économique, social et environnemental) ainsi que les ministères en charge de l’emploi et de l’agriculture. Les sept pays de la sous-région étaient représentés lors de la réunion ainsi que le Secrétariat général de l’UMA, AFRISTAT, le PNUD, la FAO, le PAM, l’OIT et la BAD et organisations de la société civile.

41. Les résultats de l'étude sur la révolution des données en Afrique du Nord ont été présentés, discutés et validés lors de cette réunion par les participants et les pays membres. Cette recherche a permis de faire le point sur l'état actuel des systèmes statistiques nationaux (SSN) dans six pays de la sous-région (Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie), avec néanmoins une revue documentaire sur la Libye. Elle a permis de définir les principaux acteurs des écosystèmes de statistiques, analyser les capacités des SSN et identifier les lacunes et les obstacles qui réduisent leur capacité à produire et utiliser des données de qualité. Cette étude présente non seulement une analyse globale et approfondie des contraintes législatives, institutionnelles et techniques auxquelles les pays de l'Afrique du Nord se heurtent, mais aussi des actions prioritaires, des solutions concrètes à l'intention des décideurs politiques, des institutions panafricaines et des partenaires au développement, désireux de mettre les données au service du développement durable.

III. Initiatives spéciales, interactions avec les divisions du Siège et les partenariats

A. Initiatives spéciales

42. Durant la période sous revue, le Bureau a participé à un certain nombre de conférences, forums et rencontres :

- Participation en octobre 2018 au premier atelier sur la présentation des Rapports Nationaux Volontaires (RNV) au FPHN organisé par UNDESA à Genève (Suisse). En marge de cette rencontre la CEA a organisé une réunion pour comprendre les défis des pays et discuter de leurs besoins prioritaires d'appui dans le cadre du processus du RNV mais aussi de la mise en œuvre des ODD. Les besoins identifiés ont porté sur le renforcement des capacités statistiques, l'échange d'expérience ainsi que sur l'harmonisation des approches et méthodologies de calcul des indicateurs. Le Bureau a également pris part au second atelier global sur les RNV organisé en février 2019 à Bonn (Allemagne) par UNDESA en collaboration avec le Staff Collège du SNU et le ministère fédéral allemand pour la Coopération Economique et le Développement. L'atelier a permis de faire le point sur l'état d'avancement du processus de préparation des RNV et de partager les expériences des pays qui présentent leur rapport au FPHN-2019.
- Participation en novembre 2018 à la conférence internationale de Nairobi sur la promotion d'une économie bleue durable à l'échelle mondiale. La délégation de la CEA a participé activement aux discussions et, sur la base de travaux préalablement effectués notamment par le Bureau Afrique du Nord, une note conceptuelle sur l'approche de la CEA en matière d'économie bleue a été partagée et présentée pour discussion.
- Participation en décembre 2018 à la première édition de la foire commerciale intra-africaine organisée par Afrexim Bank. Cette participation a permis de lancer le rapport sur le « Potentiel des chaînes de valeur régionales en Afrique du Nord : Cartographie sectorielle ». A cette occasion, le bureau a tenu une réunion avec le ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie pour examiner les pistes de collaboration futures entre les deux institutions et préparer l'appui de la CEA à la présidence égyptienne de l'UA en 2019.

- Participation au Forum africain sur la ratification et la mise en œuvre de la ZLECA organisé en novembre 2018 à Lagos (Nigeria), le Bureau a pris part au Africa Trade Forum, qui a vu la participation de hauts responsables du continent et d'éminents experts pour discuter du processus de mise en œuvre de la ZLECA.
- En décembre 2018 à Nairobi (Kenya) le Bureau a pris part à la réunion d'experts sur le renforcement du Mécanisme de Coordination Régionale (MCR) en appui à l'UA et au NEPAD ainsi qu'à la réunion d'experts sur l'amélioration du suivi et de l'évaluation du Mécanisme de coordination régionale – Afrique. Ces rencontres ont permis d'analyser le fonctionnement des mécanismes MCR/MSRC, identifier les défis et proposer des améliorations et de discuter le cadre de suivi-évaluation axé sur les résultats lié au fonctionnement de ces mécanismes.
- Bureau a représenté la CEA à la conférence Africités organisée par les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à Marrakech en décembre 2018. Le Bureau a contribué à l'organisation de deux événements régionaux : le premier sur le cadre harmonisé pour la mise en œuvre du nouvel agenda d'urbanisation, le second concerne l'urbanisation et la planification du développement national. Ces événements ont abouti à des discussions substantives avec les CGLU et Cities Alliance et la formulation de propositions de projets conjoints sur le thème de l'urbanisation, qui représente une urgence pour le continent africain.
- Participation en décembre 2018 à Marrakech à la Conférence de haut niveau organisée pour l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Lors des événements parallèles de la conférence, le Bureau a activement participé aux discussions avec les autres membres de la délégation de la CEA.
- Participation à la 20^e session du MCR-Afrique qui s'est tenue en marge de la Conférence des ministres à Marrakech en mars 2019, lors de laquelle le Bureau a contribué à la rédaction du rapport et des recommandations visant à renforcer l'efficacité du Mécanisme MCR-Afrique et des mécanismes sous régionaux de coordination (MSRC), dans le contexte des réformes en cours du système des Nations Unies et de l'Union Africaine. Les discussions ont notamment porté sur l'amélioration des relations de travail entre le MCR-Afrique et le Groupe régional des Nations Unies pour le développement durable, afin de mieux répondre aux priorités de l'Union Africaine et de ses Communautés économiques régionales. La réunion a également convenu de la nécessité d'aligner le travail du MCR-Afrique avec les deux cadres communs Nations Unies-Union Africaine qui ont été adoptés pour renforcer les partenariats en matière de paix et sécurité, et pour une mise en œuvre intégrée des deux Agendas 2030 et 2063.
- Dans le cadre des réformes en cours du système des Nations Unies (NU), le Bureau a représenté la CEA à la réunion des directeurs régionaux des Nations Unies pour les pays arabes et à la réunion régionale du Mécanisme de coordination organisée par l'ESCWA à son siège à Beyrouth. Les deux réunions ont été rehaussées par la présence de Mme Amina Mohamed, Adjointe du Secrétaire Général, qui a insisté sur la nécessité de renforcer la collaboration entre les différentes agences des Nations Unies pour une meilleure efficacité des programmes entrepris et pour mieux répondre à la

complexité des exigences du développement durable. La question du chevauchement entre les deux commissions régionales en Afrique du Nord a été discutée et requiert une approche conjointe déployée en amont de toutes les activités entreprises sur le terrain.

- En Juin 2019, le Bureau a participé pour la première fois à la 18^{ème} Conférence méditerranéenne sur le développement durable organisée par PNUE-PAM (Plan d'Action de la Méditerranée) organisée à Budva, Monténégro, pour discuter l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie méditerranéenne du développement durable. Trois commissions régionales (UNECE, ESCWA et UNECA) concernées par les pays autour du bassin méditerranéen ont présenté les actions prioritaires de soutien à la réalisation des ODD dans la sous-région. Suite à cette conférence, un projet conjoint PNUE-PAM, avec les trois commissions régionales a été développé et soumis pour financement pour assurer une meilleure synergie des actions entreprises par les différents partenaires.
- En juin 2019, la CEA représentée par le Bureau, a été invitée à participer à la 20^{ème} réunion de l'Association des Sénats européens à laquelle ont été conviés pour la première fois des représentants des Sénats de sept pays africains (Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Maroc et RDC). La CEA a présenté sa perspective sur les moyens de promouvoir un dialogue plus engagé entre les deux continents sur les priorités de développement de l'Afrique (en particulier le commerce, l'investissement et le changement climatique) et le rôle des Sénats. Les sénateurs africains participants à cette réunion ont souhaité avoir des informations plus détaillées sur le programme de travail de la CEA et ses activités dans chacune des sous régions.
- Participation en juillet 2019 à Milan (Italie) aux rencontres des Parlementaires de la Méditerranée sur la thématique du financement des PME. Le Bureau a fait une présentation sur le financement des PME en Afrique du Nord.
- Le Bureau a contribué à la réunion organisée par la Banque mondiale en mars 2019 à Addis Abeba (Ethiopie) sur les emplois et la transformation structurelle, objet du 19^{ème} Fonds de l'Agence de développement international (IDA) filiale de la Banque Mondiale.
- Le Bureau a également contribué à l'atelier organisé par Brookings Institute en septembre 2019 à Nairobi (Kenya) sur la promotion des industries sans pollution comme nouveau modèle de développement industriel pour l'Afrique.

B. Interactions avec les divisions du Siège

43. Le Bureau a pris part à la réunion du comité de pilotage du Centre Africain des Politiques Commerciales (CAPC) de la CEA fin février 2019 à Libreville (Gabon) ainsi qu'à la réunion du Groupe d'experts dédiée à l'examen des lignes directrices relatives aux stratégies nationales de mise en œuvre de la ZLECA. Le CAPC a présenté un guide sur les modalités de mise en œuvre de la ZLECA donnant des orientations aux décideurs et négociateurs africains eu égard aux questions restées en suspens dans le cadre des négociations de l'accord. Les recommandations proposées dans le guide ont été adoptées par les États membres. Le Centre a produit par ailleurs des notes d'information pays sur les impacts de l'application de la ZLECA notamment pour l'Algérie, l'Egypte, la Libye et le Maroc.

44. Le Bureau a organisé en avril 2019 à Rabat (Maroc) pour le compte du Centre africain pour la statistique de la CEA en collaboration avec la FAO, un atelier national sur l'élaboration et l'application des tableaux des ressources et emplois étendus à l'environnement (TRE-EE) dans le domaine des forêts au Maroc. L'atelier a enregistré la participation d'une équipe nationale composée des représentants du Haut-commissariat au Plan (HCP), du Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification (HCEFLCD) et du ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime et du Développement Rural (MAPMDR). L'atelier visait à renforcer les capacités techniques de l'équipe nationale pour la mise en place du Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE) pour l'agriculture, les forêts et les pêches. L'atelier a permis (i) d'évaluer la disponibilité des données, en vue de mieux comprendre l'état de préparation des statistiques disponibles pour l'élaboration des tableaux (TRE-EE), (ii) de définir et présenter la structure générale des TRE-EE du secteur forestier au Maroc (y compris les classifications des industries et des produits) et de (iii) concevoir et finaliser le plan de travail national d'élaboration du compte forestier au Maroc.

45. Le Bureau a participé en septembre 2019 à Addis Abeba à une réunion d'experts, organisée par le Centre africain des politiques commerciales de la CEA, consacrée à la revue de la méthodologie de construction de l'indice des affaires de la ZLECA (AfCFTA Country Business Index – ACBI). Cette réunion d'experts a permis de mener une analyse critique des dimensions et des indicateurs proposés pour la construction de cet indice et de s'assurer de la validité des instruments proposés pour la collecte des données auprès des entreprises qui produisent / font le commerce transfrontalier en Afrique.

C. Les partenariats

1. Partenariats avec les institutionnels, universités, centres de recherche et think tanks

46. L'objectif de ces partenariats est de renforcer les relations de coopération et d'échange entre la CEA, les institutionnels, les universités et centres de recherche, et d'entreprendre des actions concertées en vue de définir le cadre de futures initiatives et actions conjointes utiles aux parties. Pour la CEA, ces partenariats visent à développer une étroite collaboration avec des institutions en vue de mieux répondre aux besoins des Etats membres de la région Afrique du Nord à travers la création, la collecte, la diffusion et le partage des connaissances et expériences qui viennent en appui aux processus de prise de décision en matière de politiques de développement. Pour les partenaires, ces initiatives visent à développer des échanges avec la CEA en tant que Think Tank de la région Afrique du Nord, afin d'adapter les formations dispensées aux besoins du marché, d'une part, et d'autre part de bénéficier des relations de la CEA avec les institutions similaires d'Afrique pour établir des relations de coopération et organiser des activités scientifiques conjointes et d'échange.

47. Un nouveau partenariat a été développé avec le Conseil économique, social et environnemental du Maroc (CESE) dans le domaine de l'emploi. Cela a permis de bénéficier des contributions et de l'expérience des conseils sociaux et économiques d'Algérie, du Mali et de République centrafricaine lors du dialogue régional de haut niveau sur l'emploi, organisé par ailleurs en collaboration avec le Bureau international du travail (BIT), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale (BM), l'Afreximbank, le Centre du Commerce international (ITC) et le cabinet de conseil McKinsey.

48. Par ailleurs, les activités d'appui conseil à la Mauritanie pour la mise en œuvre du SCN 2008 ont mobilisé le soutien et la collaboration de partenaires techniques tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) par l'intermédiaire de son Bureau AFRITAC-Ouest, l'Agence l'Observatoire de l'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) ainsi que les Instituts nationaux de statistique (Maroc, Cameroun, Tunisie, Sénégal et Niger).

49. Un Mémoire d'entente a été signé en août 2019 avec le Haut-commissariat au plan (HCP), pour définir le cadre de référence d'une coopération entre le HCP et le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et d'établir une relation de travail soutenue et encourager le partage de connaissances et d'informations entre les deux institutions selon leurs attentes respectives. Pour la CEA, ce partenariat vise à favoriser la création, la collecte, la diffusion et le partage de savoirs et savoir-faire qui viennent en appui aux processus de prise de décision en matière de politiques de développement socio-économique. Pour le HCP, ce partenariat vise à renforcer les liens de coopération avec la CEA en matière d'échange de données et d'expertise, de renforcement de la production statistique et de conduite d'études analytiques conjointes. Il permettra également de renforcer la coopération Sud-Sud avec d'autres pays de l'Afrique.

50. Le Bureau a conclu un accord de partenariat avec la Banque maghrébine d'investissement et de commerce (BMICE) en vue de l'échange d'informations, de données et d'expertises. À ce titre, le Bureau et la BMICE s'engagent à partager les études et données macro-économiques, financières et sociales des pays de l'UMA, les études sectorielles des économies des pays membres de l'UMA dont elles disposent ainsi l'expertise et savoir-faire sur les méthodes d'analyses des économies et des marchés des pays de l'UMA.

51. Un accord de partenariat avec ITFC (Islamic Trade Finance Corporation), filiale de la Banque islamique de développement, a également été développé pour renforcer la coopération sur l'intégration régionale entre les pays arabes et les pays africains membres de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Le partenariat porte sur trois domaines prioritaires : le renforcement des chaînes de valeurs régionales, la facilitation du commerce et l'assistance technique pour opérationnaliser la ZLECA.

52. Dans le cadre de conventions avec des Universités et Centres de recherche, le Bureau a contribué à des recherches et publications scientifiques et participé activement à un certain nombre de rencontres scientifiques :

- Production d'un document sur le financement des PME en Afrique du Nord. Cette note dresse un bilan du gap de financement pour les PME et des contraintes auxquelles elles sont confrontées. Elle ouvre la réflexion sur les politiques publiques à mener pour permettre un meilleur financement des PME. Cette note servira de point de départ pour un projet de recherche appliquée qui associera le Bureau, des chercheurs et think tanks de la sous-région ainsi que des institutions publiques, comme les ministères des Finances de pays membres.
- Participation en février 2019 au Dialogue multi-acteurs organisé par l'Université de Cadi Ayyad et le Centre africain des solutions innovantes et durables (ACISS), en collaboration avec le PNUE, sur le thème de : « l'université, plateforme pour des solutions innovantes aux défis du développement durable en Afrique ». En marge du Dialogue, l'Université Cadi Ayyad et le Centre ACISS ont organisé une réunion avec les partenaires pour discuter des possibilités de coopération. Ont participé à cette réunion l'Université de Limoges, l'Université Polytechnique de Turin, le PNUE, l'Agence universitaire de la francophonie, le CGLU-

Afrique et le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA. Plusieurs domaines de collaboration ont été jugés pertinents par les participants : l'employabilité des jeunes à travers l'entrepreneuriat et les opportunités que pourraient offrir les filières vertes ; le développement de la chaîne de valeur en lien avec la gestion des déchets et la promotion de l'économie sociale et solidaire.

53. Le Bureau a par ailleurs entamé de nouvelles discussions avec d'autres Universités et Centres de Recherches des pays nord-africains dans la perspective de conclure de nouvelles conventions et diversifier son portefeuille de relations de partenariat de recherche au niveau de la sous-région.

2. Partenariats avec le système des Nations Unies et autres partenaires au développement

54. Le Bureau a participé à la retraite des groupes UNCT au Maroc et en Tunisie. Il a en outre régulièrement participé aux réunions périodiques de UNCT Maroc et celles des autres pays de manière ad-hoc. Ces réunions ont permis l'échange d'informations entre les différentes agences de l'ONU et surtout d'exposer les activités entreprises par la CEA au niveau régional et de discuter les synergies potentielles avec les projets nationaux. Ceci constitue une priorité des réformes des Nations Unies pour une meilleure coordination et alignement des interventions de soutien à différents niveaux (global, régional et national) pour accélérer la réalisation des ODD. Ce partage d'informations et interactions, ont permis au bureau d'être sollicité par : (i) UNCT Maroc, pour faire une proposition sur la conception d'un nouveau modèle de développement, (ii) UNCT Algérie, pour contribuer à la réflexion sur les équilibres macro-économiques et les solutions pour stimuler la croissance, (iii) UNCT Mauritanie, pour présenter la situation économique et sociale du pays, et (iv) UNCT Tunisie pour contribuer à l'élaboration du Cadre stratégique d'intervention des NU. Le Bureau a également été sollicité par la mission des NU en Libye pour une plus étroite collaboration dans les domaines du développement économique et de l'intégration régionale.

55. À la suite d'une requête du Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Algérie, le Bureau a réalisé une note sur la situation de l'économie algérienne. Cette note a été présentée lors d'une réunion UNCT en juin 2019 à Alger. Ce travail a permis de discuter du rôle que le système des Nations Unies peut jouer dans ce pays en appui aux politiques de développement socioéconomique.

56. Dans le cadre des réflexions initiées par le Maroc sur son nouveau modèle du développement, et à la demande du Résident Coordinateur, le Bureau a produit une note contenant des propositions pour la conception d'un nouveau modèle de développement. Cette note a été transmise au ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération. Elle a ensuite été présentée en juin 2019 lors d'une rencontre à l'Institut royal des études stratégiques (IRES) en présence des partenaires au développement et d'un ensemble d'institutions publiques du pays.

57. Le Bureau a organisé un événement conjoint avec la FAO, la BAD et le gouvernement du Maroc sur la sécurité alimentaire. Cette rencontre a permis de débattre du défi que représente la sécurité alimentaire dans un continent qui dispose de plus de 50% des terres arables non cultivées du monde. La discussion a porté sur les moyens de renforcer l'action des pays africains dans ce domaine, à travers la promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire, les partenariats multipartites, et l'échange d'expériences et du savoir-faire. La rencontre a débattu des projets initiés et des initiatives lancées en Afrique dans le domaine de la sécurité alimentaire par les pays africains ainsi que par les partenaires au développement, les institutions financières internationales et régionales pour renforcer la contribution de la coopération Sud-Sud et triangulaire à la sécurité alimentaire et à la mise en œuvre de l'agenda 2030.

58. Une collaboration avec le PNUD et l'UNICEF a permis de son côté de faciliter la préparation du VNR 2019 pour la Mauritanie. Cela a permis la mobilisation de l'expertise et des ressources financières nécessaires pour l'organisation de cette activité et d'inscrire cette réalisation dans le cadre de l'UNDAF en appui au suivi de la mise en œuvre des ODD en Mauritanie.

IV. État de la mise en œuvre des recommandations du 33^e CIE

59. La mise en œuvre des recommandations du 33^{ème} CIE adressées à la CEA a fait partie intégrante du programme de travail 2018-2019. Plusieurs de ces recommandations ont été traitées dans la partie II du présent rapport. Cependant, et pour se conformer à la demande expresse des Etats membres, les réalisations les plus significatives par domaine sont reprises ci-dessous :

A. Recommandations relatives au profil sous régional

2. Intégrer dans le profil sous régional une section consacrée à l'analyse du commerce intrarégional et plus largement à l'intégration régionale.

60. Des considérations administratives limitant la taille des documents parlementaires soumis aux pays membres lors du CIE à 16 pages (5200 mots), dont fait partie le document Profil Régional, rendent difficile l'ajout de l'analyse souhaitée dans le document. Néanmoins, l'analyse du commerce intrarégional est produite dans une note séparée.

B. Recommandations relatives à la ZLECA

7. Renforcer les activités de sensibilisation et de plaidoyer auprès des pays membres pour accélérer la ratification de la ZLECA.

61. Le Bureau a organisé en avril 2019 en Tunisie deux forums nationaux sur la ZLECA, le premier à Tunis et le second à Sfax afin de sensibiliser les parties prenantes nationales à une meilleure appropriation et implication dans la mise en œuvre de la ZLECA. Le Bureau a soutenu la Mauritanie pour concevoir sa stratégie nationale pour une mise en œuvre progressive de la ZLECA. Par ailleurs, le Bureau a conduit une mission en Egypte en mars 2019 visant à identifier les besoins d'appui de ce pays membre en ce qui concerne la mise en œuvre de la ZLECA et à le soutenir dans le cadre de l'Examen de la politique de transformation de la production (PTPR – Production Transformation Policy Review). Une mission de cadrage a été également conduite au Soudan en janvier 2019 en réponse à une requête pour l'élaboration de la stratégie nationale pour la mise en œuvre de l'accord sur la ZLECA. Lors d'une mission de cadrage en Algérie en novembre 2019, le Bureau a rencontré le ministère du Commerce qui a permis d'identifier un certain nombre de besoins, notamment l'étude d'impact de la ZLECA sur l'économie nationale.

C. Recommandations relatives aux agendas régionaux et internationaux

8. Organiser au niveau sous régional une réunion pour partager les expériences et les bonnes pratiques des pays dans l'élaboration des rapports nationaux volontaires et dans la mise en œuvre des ODD.

62. Le Bureau a soutenu l'organisation de la 5^{ème} session du Forum régional africain pour le développement durable en Afrique en avril 2019 ainsi que la 5^{ème} réunion consultative annuelle du Mécanisme sous régional de coordination (MSRC) en juin 2019 ; afin de partager les bonnes pratiques et approfondir la réflexion sur la mise en œuvre des ODD, notamment par rapport à l'élaboration des rapports nationaux volontaires.

9. Réaliser un profil régional Afrique du Nord sur les ODD qui comprend les cas de tous les pays de la sous-région.

63. Le Bureau a réalisé un profil régional Afrique du Nord sur les ODD en 2017. Il est soumis à l'appréciation des pays membres la proposition de faire une mise à jour de ce rapport tous les trois ans afin d'évaluer les progrès de manière substantielle.

D. Recommandations relatives au cadre stratégique de travail de la CEA

11. Travailler davantage dans la complémentarité avec tous les partenaires au développement en vue d'éviter les doublons, mutualiser les efforts et valoriser les résultats.

64. Les liens étroits établis avec les UNCT dans chaque pays et l'implication du Bureau dans les discussions sur la réforme globale des Nations Unies ont aidé à avoir une perspective plus claire sur les activités des différentes agences et les synergies qui peuvent être créées. Ainsi, le Bureau a travaillé de façon plus étroite avec le PNUD, l'UNICEF, le PAM, l'ONUDI et la FAO sur diverses interventions concernant la sous-région ou des pays spécifiques.

12. Programmer un Forum spécial consacré aux initiatives nationales réussies en matière de création d'emploi, ce qui permettrait d'échanger les expériences, mutualiser les compétences et identifier les domaines de partenariat possible entre les pays de la sous-région.

65. Le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a organisé en avril 2019 à Rabat, en partenariat avec le Conseil économique social et environnemental (CESE) du Maroc, un dialogue régional de haut niveau sur l'emploi sous le thème « Stratégies et politiques de développement pour la création d'emploi en Afrique du Nord ». Ce forum a été marqué par la participation de plus de 70 experts et spécialistes de l'emploi de la sous régions, représentants des sept pays membres, du secteur privé et ONG. Le dialogue a offert une plateforme de discussion entre le secteur public, le secteur privé et la société civile, sur les réformes et politiques nécessaires pour surmonter les obstacles identifiés et créer un élan pour la création d'emplois dans la sous-région de l'Afrique du Nord.

13. Prendre en compte dans la mesure du possible, les domaines de développement ci-après, jugés pertinents et cruciaux pour la sous-région :

- Les performances des pays d'Afrique du Nord en matière de dépenses publiques ;
- La coopération sud-sud et l'intégration industrielle en Afrique du Nord ;
- Coopération sud-sud en lien avec le transport et services offerts pour faciliter le transport des marchandises ;
- La facilitation du commerce ;
- La coopération sud-sud : bonnes pratiques sous régionales et perspectives futures ;
- La thématique de l'eau et son importance pour la sous-région
- Étendue et retombées du secteur informel et de la contrebande sur les économies nationales.

66. Le CIE 2019 sera organisé autour des thèmes jugés pertinents et cruciaux pour la sous-région tels que la question de l'emploi (domaine de spécialisation du Bureau) et de la facilitation du commerce.

E. Recommandations relatives à la recherche sur l'économie bleue

16. Appuyer les pays membres dans la réflexion pour intégrer l'économie bleue dans les stratégies nationales de développement.

67. Le Bureau a organisé la 8^{ème} édition du Forum pour le développement de l'Afrique du Nord à Marrakech (Maroc) en mars 2019, en parallèle avec la Conférence des Ministres de la CEA, sous le thème "Economie bleue en Afrique du Nord : l'efficacité du transport maritime dans la facilitation du commerce international à l'ère du digital". Le forum a réuni des décideurs de la sous-région et d'ailleurs pour partager leurs expériences dans l'intégration de l'approche de l'économie bleue (EB) dans les politiques et stratégies de développement.

17. Approfondir la recherche sur l'économie bleue en travaillant avec les pays membres pour identifier et collecter les données les plus pertinentes.

68. La 8^{ème} édition du Forum pour le développement de l'Afrique du Nord sous le thème "Economie bleue en Afrique du Nord: l'efficacité du transport maritime dans la facilitation du commerce international à l'ère du digital" a permis d'introduire le guide pratique développé par la CEA pour assister les pays membres dans la collecte des données et la formulation d'une stratégie de l'EB ou intégrer le concept dans les stratégies nationales de développement déjà existantes.

F. Recommandations relatives à la migration

22. Assister les pays membres pour la prise en compte la question de la migration et les liens avec le développement" dans les politiques de développement nationales.

69. Le Bureau a développé un projet sur la question de la migration et les liens avec le développement. Ce projet vise à renforcer les capacités des pays membres dans la collecte des données sur la migration et la reconnaissance mutuelle des compétences et des diplômes afin de faciliter la mobilité de l'expertise et de la main d'œuvre. Le démarrage effectif de ce projet est prévu en 2021.

23. Assister les pays membres pour la production et la disponibilité des données fiables sur la migration.

70. Cette recommandation sera couverte par le projet sur la question de la migration et les liens avec le développement que le Bureau a développé et dont le lancement est prévu en 2021.

V. Défis, leçons apprises et perspectives

A. À propos de l'accès aux données

71. L'un des défis auxquels le bureau est confronté est l'accès limité aux données et informations pertinentes des États membres. Malgré la promotion de l'orientation Open data par certains pays membres, force est de constater que les données restent difficilement accessibles. Cela reste essentiellement tributaire de la qualité des relations avec les interlocuteurs et non des dispositions institutionnelles ou accords conclus entre le Bureau et ses partenaires. Cette question, pourtant soumise de manière récurrente aux Etats membres lors du CIE, reste en suspens.

B. À propos de la planification des activités du Bureau

72. L'une des leçons retenues lors de la période sous revue est la nécessité de veiller au maintien d'une planification séquentielle prudente des activités du Bureau et de chercher une plus grande cohérence entre les nouvelles initiatives qui viennent s'ajouter au plan de travail initial. Ceci pour permettre aux capacités du Bureau de répondre aux

engagements pris dans des conditions de qualité plus adéquates. Durant la période sous revue, le Bureau a participé à la préparation et à la mise en place de deux événements majeurs de la CEA, à savoir la Conférence des ministres et le Forum régional africain pour le développement durable, qui ont été organisés cette année à Marrakech (Maroc). Ceci a eu pour effet de décaler l'essentiel des activités du Bureau vers le second semestre de 2019, une situation qui a généré une pression sur les capacités opérationnelles au cours de ce semestre.

73. Par ailleurs, le temps consacré à l'identification et à la mobilisation de l'expertise extérieure contribue également au décalage de la mise en œuvre des activités du Bureau par rapport à la planification initiale. La centralisation des modalités de recrutement des consultants et experts externes ainsi que la coordination des ses modalités entre le Bureau et le Siège de la CEA génèrent des difficultés récurrentes. Or, l'organisation des activités, en particulier les réunions d'experts, suppose systématiquement la mise en place de ce type de préalables dans le cadre des délais prescrits par le plan de travail. Cette situation impacte la propension du Bureau à pouvoir produire les études et recherches dans les délais impartis, à en vérifier l'assurance qualité selon les procédures en vigueur et à les partager avec les parties prenantes en temps utile préalablement aux réunions d'experts. Il s'agit en réalité d'un véritable gisement d'amélioration de la qualité des publications du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA.

C. À propos de l'UMA

74. La dynamique d'intégration maghrébine reste limitée. Le groupement économique de l'Union du Maghreb Arabe commerce très peu à l'intérieur de ses frontières. En 2018, seul 3,34% des exportations des pays membres de l'UMA sont destinées au marché maghrébin, ce qui représente une part extrêmement faible eu égard aux performances enregistrées par les autres Communautés Économiques Régionales du continent africain et du potentiel de cette région. À l'exception de 2018, l'évolution durant ces dernières années est négative : le commerce intra maghrébin ne cesse de baisser continuellement depuis 2013.

75. Force est de constater que le Secrétariat Général de l'UMA ne dispose pas encore des capacités humaines, financières et techniques nécessaires pour mener à bien sa mission de pilotage de l'intégration maghrébine. Dans ce contexte, la Secrétaire Exécutive de la CEA a entrepris de tenir des rencontres périodiques avec le leadership des CERs du continent. Ces réunions permettent de faire le point sur la collaboration avec les institutions respectives et de produire un échange et une concertation à même de dynamiser cette collaboration. Il a été décidé à ce titre d'organiser un séminaire régional sur l'impact potentiel de la ZLECA sur les économies maghrébines. L'événement est prévu du 11 au 12 novembre 2019 à Rabat (Maroc).

D. À propos de l'instabilité dans la sous-région

76. La sous-région reste confrontée à de nombreux défis en particulier sur le plan politique et sécuritaire. Elle continue d'être marquée par les effets des changements induits par les mouvements de contestation et les périodes de transition politique. La sous-région fait face également à des tiraillements géopolitiques régionaux, qui ont des conséquences sécuritaires sérieuses limitant considérablement ses perspectives de développement.

77. Force est de constater que l'ensemble des pays de la sous-région ont besoin de renforcer la bonne gouvernance, en particulier la gouvernance économique, ce qui in fine pourra réduire les déséquilibres sociaux ainsi que l'instabilité politique qui demeure un véritable frein au développement ■